TIZI-OUZOU

L'hôpital cardio-pédiatrique de Draâ-Ben-Khedda officiellement inauguré

Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a procédé dans la journée d'hier à l'inauguration officielle de l'hôpital spécialisé en chirurgie cardio-pédiatrique.

Baptisé (commémoration de la Journée du Chahid oblige) au nom de Yacef Omar, alias Petit Omar dont la mort en martyr à l'âge de 13 ans en compagnie de Hassiba Ben Bouali et Ali La Pointe durant les événements de la Bataille d'Alger a été rendue célèbre par le film éponyme, cet établissement qui est situé à Draâ-Ben-Khedda, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou est doté d'équipements de dernière génération qui le rehaussent aux standards internationaux. Outre les plateaux techniques, blocs opératoires, équipement de radiologie et d'imagerie médicale, et autres salles de soins et laboratoires, l'établissement dispose d'un auditorium de 320 places destiné à la formation hospitalo-universitaire.

Il s'agit d'une structure de caractère national dont la capacité d'accueil est de 80 lits.

Elle se chargera dans un premier temps de prendre en charge les pathologies et malformations cardiaques aussi bien de l'adulte que des enfants pour finir progressivement par se spécialiser dans le traitement des pathologies cardiopédiatriques, selon le Pr Bourzag, spécialiste en charge du service de cardiologie à la clinique Les Castors d'Alger.

Une projection vidéo d'une intervention chirurgicale effectuée la veille a été diffusée à l'intention du ministre et de ses accompagnateurs.

Des opérations chirurgicales, trois, lundi dernier et trois autres au courant de la journée d'hier mardi, ont été effectuées par l'équipe du Pr Bourzag qui a également supervisé la formation des personnels paramédical et médical affectés à cet établissement.

Cap sur la modernisation du secteur

Répondant aux questions des journalistes, Abdelmalek Boudiaf évoquera quelques axes de la stratégie de modernisation du secteur, annonçant qu'à l'occasion, qu'un bâtiment numérique sera érigé au niveau du site du ministère de la Santé. Il s'agira d'une banque de données entièrement numérisée qui permettra le suivi en amont et en aval de l'ensemble de l'activité hospitalière nationale, dans tous ses segments, allant même jusqu'à l'interconnexion des hôpitaux.

L'automatisation de l'activité du secteur de la santé n'est qu'un jalon dans la stratégie de modernisation et de la réforme annoncée du secteur, selon A. Boudiaf qui annonce la tenue en mars ou au mois d'avril prochain des assises nationales de la santé. Le partenariat entre les secteurs public et privé a été abordé par le ministre qui insiste sur la cohérence et la continuité de services qui doit être assurée grâce à l'interaction des deux secteurs.

Une réunion de concertation avec les patrons de cliniques privées qui envisagent de créer des hôpitaux au niveau national est programmée pour la semaine annoncera le ministre qui a minimisé les dégâts causés par l'incendie qui a touché l'hôpital de In Amenas dans la soirée de lundi dernier.

S. A. M.

BOUIRA

Sit-in régional des gardes communaux devant le siège de la Wilaya

Encore une fois, des centaines de gardes communaux étaient au rendez-vous pour rappeler aux décideurs que le dossier des gardes communaux n'est toujours pas réglé.

«Cela, n'en déplaise à ceux qui claironnent à longueur de journée que le problème est réglé. Nous dénonçons d'ailleurs le ministre de l'Intérieur qui a réduit le problème à une simple grille des salaires, ou encore la responsable du PT qui, sans qu'elle ait auparavant consulté cette frange pour connaître exactement ses réelles revendications, s'est permise de jouer au tuteur auprès du vice-ministre de la Défense nationale qui l'a bernée sur tous les points concernant les gardes communaux», rappelle Aliouat Lahlou, l'un des responsables de la Coordination nationale des gardes communaux ; qui était, hier, derrière le sit-in régional auquel ont participé les wilayas limitrophes, à Bouira.

Lors de ce rassemblement pacifique qui s'est déroulé dans le calme, tous les intervenants ont rappelé les sacrifices de cette frange de la société, ces gardes communaux qui ont un jour bravé la peur pour se mettre aux côtés de la République face aux hordes terroristes. Tous les intervenants ont insisté surtout sur le sort lamentable dans lequel se sont retrouvées les veuves des gardes communaux qui ont payé de leur vie leur engagement pour que vive l'Algérie.

Tous les intervenants, ont rappelé les souffrances endurées par leurs collègues qui sont devenus handicapés à vie, victimes d'accidents lors des combats héroïques livrés aux hordes terroristes, aux côtés des autres corps de sécurité auxquels un grand hommage leur a été d'ailleurs rendu.

Lors de ce sit-in, une déclaration signée par le bureau national a été lue, dans laquelle fut réitérée la feuille de route qui tourne autour de la nécessité d'intégration des gardes communaux au sein de l'ANP ou dans les institutions, ou leur mise à la retraite ; la reconnaissance officielle des sacrifices de ce corps, la reconnaissance officielle des handicapés en les intégrant dans la catégorie des victimes de guerre, la création d'une institution légale comme le haut-commissariat de la décennie noire pour la sauvegarde de la République, l'immunité et la protection pour tous les gardes communaux dans l'exercice de leurs fonctions, la prise en charge médicale et enfin, l'étude de tous les cas de radiations abusives prononcées contre les centaines de gardes communaux.

Signalons que lors de ce rassemblement, Aliouat Lahlou qui a fustigé ceux qui «essayent de faire croire que le problème des gardes communaux sera réglé lors de la prochaine tripartite», a dénoncé également les propos tenus par Louisa Hanoune, en lui déniant tout droit de parler ou de défendre ce corps dont elle ne connaît rien, puisque n'ayant jamais sollicité une entrevue avec ses représentants.

Cela étant, et avant d'inviter les centaines de présents venus de toutes les wilayas limitrophes à se disperser, Aliouat Lahlou a rappelé la programmation d'une marche nationale qui s'ébranlera depuis Bouira, prévue pour le 2 mars prochain en invitant les délégués de

Photo : DR

wilayas présents à se préparer sérieusement et venir en masse pour cette action. Pour rappel, les gardes communaux qui ont été mobilisés pendant les premières années, pour venir en aide aux autres corps de sécurité engagés dans la lutte antiterroriste et pour combler à l'époque le déficit en matière d'effectifs, ont atteint quelque 92 000 agents à l'échelle nationale. `

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, ce corps qui était parmi les plus exposés aux terroristes puisque les détachements sont souvent implantés dans les villes et douars les plus reculés du pays, a payé un lourd tribut avec 4 668 martyrs et des dizaines de milliers de blessés dont certains étaient devenus handicapés à vie. En 2011 et sur décision du président de la République, ce corps a été officiellement dissout et les détachements des gardes communaux démantelés. Cependant, et est pour cause d'insécurité récurrente dans certains endroits, certains détachements des gardes communaux subsistent encore.

Officiellement, ces détachements et leurs effectifs sont rattachés à l'ANP. Mais, dans les faits, la Coordination des gardes communaux qui a été créée depuis, lutte pour la sauvegarde de la mémoire de ce corps et la reconnaissance officielle de ses sacrifices avec une prise en charge totale de ses revendications tant pour le garde communal encore en activité que pour celui qui a été radié abusivement ou parti en retraite et surtout pour les veuves des martyrs de ce corps et les ayants droit.

Y. Y.